

Quel avenir pour l'indépendantisme québécois?

Michel Seymour

Number 199, November–December 2004

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/18942ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (print)

1923-3213 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Seymour, M. (2004). Quel avenir pour l'indépendantisme québécois? *Spirale*, (199), 9–9.

QUEL AVENIR POUR L'INDÉPENDANTISME QUÉBÉCOIS ?

ON SE demande périodiquement quel avenir attend le mouvement indépendantiste québécois. La réponse dépend en grande partie de la réponse à une autre question, celle concernant le nationalisme canadien. Plus l'attitude de l'État canadien est intransigeante et soumise à des impératifs de construction nationale, plus on peut être assuré de la pérennité du mouvement indépendantiste québécois. D'ailleurs, ceux qui annoncent la fin ou le déclin de l'indépendantisme au Québec le font le plus souvent en omettant volontairement ou involontairement de considérer la permanence du nationalisme comme force politique dans le monde en général, et en particulier au Canada. C'est pourtant le nationalisme canadien qui a engendré l'envahissement des compétences québécoises, l'utilisation abusive d'un prétendu « pouvoir de dépenser » non constitutionnalisé, l'Entente-cadre sur l'union sociale, le déséquilibre fiscal et le scandale des commandites. Malgré les apparences d'une ouverture récente au fédéralisme asymétrique, explicable seulement à cause du statut de gouvernement minoritaire qu'a entraîné le score formidable du Bloc québécois aux plus récentes élections fédérales, on est encore loin d'une réforme en profondeur qui transformerait le fédéralisme canadien en une véritable fédération multinationale *de jure*. En effet, le Canada est-il vraiment prêt à reconnaître formellement l'existence du peuple québécois et à en accepter les conséquences institutionnelles? Est-il disposé à renoncer à l'envahissement des compétences québécoises, au pouvoir fédéral de dépenser, à l'entente-cadre sur l'union sociale et au déséquilibre fiscal? Est-il disposé à constitutionnaliser un statut particulier pour la province de Québec, un régime de fédéralisme asymétrique et un droit de retrait avec pleine compensation financière? Est-il disposé à reconnaître au Québec certaines compétences en matières de télécommunications, d'assurance-emploi et de représentations internationales? Est-il disposé à reconnaître un droit de participer à la nomination de trois des neuf juges à la Cour suprême? Il s'agirait là de mesures concrètes qui démontreraient hors de tout doute la volonté générale des Canadiens de reconnaître la spécificité du Québec.

Bien au-delà des querelles malheureuses qui affligent actuellement le mouvement indépendantiste sous la forme d'une course larvée au leadership, il faut aussi se demander si les indépendantistes sont en mesure de tenir compte de la diversité culturelle québécoise et du caractère multiple de l'identité de plusieurs citoyens du Québec. En ce qui a trait au premier de ces

deux thèmes, la performance du mouvement souverainiste est plus que convaincante, et ce, même s'il y a encore beaucoup à faire pour favoriser l'intégration des citoyens québécois issus de l'immigration. Le gouvernement du Parti québécois a réalisé la Paix des Braves avec les Cris et les Inuits et un projet unique et avant-gardiste d'autonomie gouvernementale a fait l'objet d'un accord de principe avec quatre communautés innues. La communauté anglophone jouit toujours de droits comme on en trouve peu d'exemples à travers le monde, et le Québec a depuis longtemps mis en place une politique d'interculturalisme favorisant le métissage de la majorité avec les autres minorités.



Patrice Duchesne, *Autoportrait la bouche pleine I*, 2004, crayon encre, carbone, plastique, acrylique et vernis sur papier Fabriano, 35 × 25 cm. Photo : Alain Dumas

En ce qui a trait à la seconde question concernant l'identité multiple des citoyens québécois, on peut dire que les nationalistes se sont aussi comportés de manière exemplaire. Deux grandes propositions de changement ont animé l'histoire récente du nationalisme québécois : le fédéralisme multinational et la souveraineté partenariale. La première approche permet une reconnaissance interne de l'identité nationale québécoise dans le Canada, alors que la seconde permet la reconnaissance internationale de cette même identité tout en autorisant le maintien des liens économiques et politiques avec le Canada, comme c'est le cas pour les États européens, qui sont des États indépendants liés entre eux par une union économique

et politique. Dans les deux cas, on cherche à tenir compte par différents moyens de l'identité québécoise et des liens identitaires que plusieurs Québécois veulent continuer d'entretenir avec le Canada. Cela contraste singulièrement avec la manière cavalière qu'a eu l'État canadien de gérer la différence québécoise, en imposant une alternative qui nie l'une des composantes de l'identité multiple ressentie par plusieurs Québécois. Jusqu'à récemment, il fallait, semble-t-il, choisir entre le *statu quo* constitutionnel qui nie l'identité nationale québécoise, ou la séparation sans partenariat, qui nie la volonté de certains Québécois de maintenir des liens avec le Canada. Quel que soit l'avenir politique du Québec, l'union économique est avantageuse pour les Canadiens autant que pour les Québécois, et il est intellectuellement malhonnête de le nier.

Replacé dans le contexte de la mondialisation et des dangers d'une éventuelle intégration économique plus poussée à l'échelle des Amériques, le nationalisme québécois est pertinent pour une autre raison. La disparition des souverainetés étatiques et de la diversité culturelle manifestée par la présence de diverses identités nationales sur le continent américain conduirait, dans le contexte d'une intégration économique complète, à une hégémonie américaine sans précédent, et livrerait le Québec dans les bras de la droite américaine. Le nationalisme québécois est, en ce sens, un exemple frappant de la lutte en faveur de la diversité culturelle à l'échelle internationale. En outre, l'uniformisation des politiques québécoises au reste du Canada exigerait notamment une baisse radicale de l'impôt sur le revenu, une hausse des coûts affectant l'ensemble des mesures sociales, une hausse des frais de scolarité et la baisse du salaire minimum. Le Québec est aussi l'un des seuls endroits en Amérique du Nord qui soit simultanément majoritairement favorable aux accords de Kyoto, au mariage gai et à une politique de réinsertion sociale pour les jeunes contrevenants, tout en étant majoritairement contre le projet de bouclier anti-missiles et la guerre en Irak. Le nationalisme québécois va donc de pair avec la préservation des acquis de la social-démocratie québécoise. Des différences profondes séparent un PQ s'engageant résolument sur la voie de la social-démocratie et l'UFP (Union des forces progressistes), mais les deux groupes ont bien saisi les liens organiques qui existent entre le nationalisme québécois et une approche de centre-gauche correctement comprise.

MICHEL SEYMOUR